



## ASSEMBLÉE — 38<sup>e</sup> SESSION

### COMMISSION TECHNIQUE

#### Point 29 : Sécurité de l'aviation — Surveillance et analyse

#### MÉTHODE DE SURVEILLANCE CONTINUE DU PROGRAMME UNIVERSEL D'AUDITS DE SUPERVISION DE LA SÉCURITÉ DE L'OACI (USOAP CMA)

(Note présentée par le Conseil de l'OACI)

#### RÉSUMÉ ANALYTIQUE

À sa 37<sup>e</sup> session, l'Assemblée a chargé le Secrétaire général de faire passer le Programme universel d'audits de supervision de la sécurité (USOAP) à une méthode de surveillance continue (CMA) intégrant l'analyse des facteurs de risque pour la sécurité sur une base universelle pour l'évaluation des capacités de supervision des États. Une période de transition à la CMA a été fixée à deux ans afin de permettre à l'OACI et aux États membres d'appliquer progressivement les mesures requises au titre de la nouvelle méthode.

L'Assemblée a aussi chargé le Conseil d'évaluer comment les renseignements concernant les problèmes graves de sécurité (PGS) constatés dans le cadre de l'USOAP pourraient être communiqués au public, sous une forme permettant à ce dernier de prendre une décision éclairée au sujet de la sécurité du transport aérien.

La présente note contient un rapport d'avancement récapitulatif sur les activités de l'USOAP, y compris la mise en œuvre intégrale de la méthode de surveillance continue (CMA) en janvier 2013. Elle rend également compte de la décision du Conseil relative à la divulgation des PGS au public.

**Suite à donner :** L'Assemblée est invitée :

- a) à noter les progrès accomplis dans la mise en œuvre globale de l'USOAP, y compris les activités réalisées durant les deux années de la phase de transition vers la CMA et la mise en œuvre intégrale de l'USOAP CMA en janvier 2013 ;
- b) à appuyer la poursuite des activités de l'USOAP CMA comme il est indiqué au § 2 de l'appendice ci-joint ;
- c) à prier instamment les États de continuer à coopérer à la mise en œuvre de l'USOAP CMA, comme il est demandé dans la Résolution A37-5 ;
- d) à approuver la décision du Conseil relative à la divulgation au public des PGS non résolus, comme il est indiqué au § 3.

*Objectifs  
stratégiques :*

Objectif stratégique A : Sécurité – *Renforcer la sécurité de l'aviation civile mondiale.*

<i>Incidences financières :</i>	Les ressources pour les activités en question dans la présente note sont prévues dans la proposition budgétaire pour le triennat 2014-2016.
<i>Références :</i>	Doc 9958, <i>Résolutions de l'Assemblée en vigueur</i> (au 8 octobre 2010) Doc 9735, <i>Manuel de surveillance continue du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité</i>

## 1. INTRODUCTION

1.1 À sa 37<sup>e</sup> session, l'Assemblée a chargé le Secrétaire général de faire passer le Programme universel d'audits de supervision de la sécurité (USOAP) à une méthode de surveillance continue (CMA) intégrant l'analyse des facteurs de risque sur une base universelle, pour l'évaluation des capacités de supervision des États (voir Résolution A37-5).

1.2 L'USOAP CMA est conçue pour assurer une surveillance constante des capacités des États en matière de supervision de la sécurité et veiller à ce que les États élaborent, tiennent à jour et appliquent des règlements nationaux conformes aux normes et pratiques recommandées (SARP) de l'OACI. La CMA intègre des principes de gestion de la sécurité utilisant des concepts de gestion des risques pour la sécurité et d'assurance de la sécurité. La méthode fournit un mécanisme grâce auquel l'OACI peut collecter des données sur la sécurité provenant des États membres et d'autres acteurs et les analyser en suivant une démarche basée sur le risque. Cela permet de déterminer et prioriser les stratégies qui permettront de corriger les carences et de réduire ou éliminer le risque.

1.3 Il a été convenu que la CMA serait introduite sur une période de transition de deux ans, en 2011 et 2012, pour que l'OACI puisse améliorer davantage les outils nécessaires et fournir aux États membres des orientations détaillées ainsi qu'une formation. Un plan de transition a été établi et soumis à la dernière session de l'Assemblée, qui prévoyait que les États et l'OACI mettent en œuvre progressivement les différents éléments de la nouvelle méthode.

1.4 La 37<sup>e</sup> session de l'Assemblée a aussi chargé le Conseil d'évaluer, dans le contexte de l'USOAP, comment les renseignements sur des problèmes graves de sécurité (PGS) pourraient être communiqués au public sous une forme permettant à ce dernier de prendre une décision éclairée au sujet de la sécurité du transport aérien.

1.5 La présente note contient un rapport d'avancement récapitulatif sur les activités de l'USOAP, en particulier du début de la phase de transition, en 2011, jusqu'à la mise en œuvre intégrale de la CMA, en janvier 2013. Elle rend aussi compte de la décision du Conseil en ce qui a trait à la divulgation des PGS au public.

## 2. MISE EN ŒUVRE DE L'USOAP CMA

2.1 Des progrès considérables ont été accomplis dans tous les domaines visés par le plan de transition pour la mise en œuvre de la CMA, et le programme a été intégralement mis en œuvre en janvier 2013, comme prévu.

2.2 Le plan de transition à la CMA prévoyait de nombreuses activités : communications, documentation de soutien et élaboration d'un cadre en ligne ; mise à niveau du système de gestion de la qualité de l'USOAP CMA ; formation d'auditeurs et de spécialistes ; activités exécutées dans les États ;

établissement et élargissement d'accords avec des partenaires pour promouvoir la coordination et la coopération. L'Appendice A présente les activités précises effectuées pendant la phase de transition et donne une mise à jour sur l'état des mesures prises dans le cadre du Programme.

2.3 Les activités des États font l'objet d'une surveillance continue au moyen du cadre en ligne de la CMA, qui est mis à disposition pour une utilisation interactive « en temps réel » grâce à un ensemble d'applications web intégrées. La collecte permanente de données permet à l'OACI de déterminer les activités qui conviennent à chaque État et de concentrer les ressources là où elles sont nécessaires. Les activités principales réalisées dans les États dans le cadre de l'USOAP CMA sont les suivantes : missions de validation coordonnées par l'OACI (ICVM), audits selon l'approche systémique globale (CSA) et audits de sécurité (sur demande).

2.4 Le succès de l'USOAP CMA sera tributaire de la coopération des États et de leur engagement envers le Programme, ainsi qu'en a clairement témoigné la participation des États aux activités de la CMA utilisant le cadre en ligne, l'acceptation des dates des audits et des missions de validation dans les États et la signature du protocole d'accord avec l'OACI autorisant les activités CMA. Comme le demandait la Résolution A37-5, un soutien des États a aussi été reçu sous la forme de détachements d'experts pour de courtes et de longues périodes pour aider l'OACI à mettre en œuvre le Programme.

### 3. **PROBLÈMES GRAVES DE SÉCURITÉ**

3.1 En novembre 2006, le Conseil a approuvé un mécanisme pour traiter les problèmes graves de sécurité (PGS) constatés lors des audits de supervision de la sécurité. Il a été convenu que les PGS non résolus seraient mis à la disposition des États membres sur le site web sécurisé de l'USOAP.

3.2 Il existe un processus objectif et documenté pour traiter les PGS constatés dans le cadre de l'USOAP, qui comprend des communications régulières et permanentes avec les États concernés et un mécanisme structuré en place pour aider les États, en cas de besoin. Une assistance coordonnée peut être fournie à un État au moyen d'un plan d'action de l'OACI élaboré en coopération avec l'État et avec la participation de directions et de bureaux de l'Organisation (ANB, TCB et bureau régional compétent), y compris des communications avec les bailleurs de fonds et l'élaboration d'un document de projet.

3.3 Au 31 juillet 2013, un total de 43 PGS avaient été constatés depuis 2006 lors d'activités de surveillance continue menées dans le cadre de l'USOAP. Sur ce nombre, 26 ont été résolus au moyen de mesures correctrices prises par les États concernés, dont sept par des mesures immédiates (en moins de 15 jours), avant l'affichage sur le site web sécurisé de l'OACI. Il reste 17 PGS non résolus, concernant 12 États (cinq États présentent plus d'un PGS non résolu).

3.4 En application de la Résolution A37-5, le Conseil a examiné, à ses 195<sup>e</sup> et 197<sup>e</sup> sessions, un mécanisme pour la divulgation au public des PGS non résolus. Il a approuvé en principe ce qui suit :

- a) que les PGS soient affichés sur le site web public de l'OACI à compter de janvier 2014 ;
- b) que, pour un nouveau PGS constaté après janvier 2014, il y ait un délai de 90 jours entre le moment où le PGS est affiché sur le site sécurisé réservé aux États membres

et le moment où il est affiché sur le site public, à titre de mesure incitative supplémentaire pour permettre aux États de résoudre rapidement le PGS et ouvrir une fenêtre pour les activités d'assistance ;

- c) que les renseignements sur l'existence et la nature d'un PGS non résolu soient affichés à côté des renseignements spécifiques à l'État, qui sont déjà disponibles sur le site web public de l'OACI (auparavant appelé FSIX), en utilisant un libellé normalisé. Cela inclura la possibilité pour l'État concerné de commenter et de mettre à jour les progrès qu'il a accomplis pour résoudre le PGS, sous réserve, au moment opportun, de validation par l'OACI. Il y aura également des liens vers la « foire aux questions » (FAQ) et un tutoriel sur l'audit et le processus de traitement des PGS ;
- d) que le libellé normalisé en question ci-dessus et la forme de présentation soient mis à l'essai sur le site web sécurisé à compter de janvier 2013, ce qui donnerait une période d'un an pour des observations sur la présentation des renseignements. Le Secrétariat tiendrait compte de la rétro-information reçue.

-----

## APPENDICE

Le tableau ci-dessous présente les principales activités réalisées pendant la phase de transition vers la CMA et fournit une mise à jour sur l'état des mesures prises :

Activité	Situation/Résultats	Observations
<b>1. Communications, documentation de soutien et cadre en ligne</b>		
<p>1.1 <b>Communications</b> : élaborer une stratégie de communication et de sensibilisation afin de promouvoir la CMA de l'USOAP, d'informer les États membres et les parties prenantes sur la CMA et de recueillir des avis sur les documents et les outils clés</p>	<p>Au début de la période de transition, le site web à accès restreint de l'USOAP a été amélioré, conformément aux résolutions de l'Assemblée, pour faciliter l'échange de renseignements sur les activités relatives à la CMA.</p> <p>Un exposé interactif permettant aux États de se familiariser avec la CMA a été mis au point et mis à disposition gratuitement dans toutes les langues de l'OACI sur le site web public de l'Organisation : <a href="http://www.icao.int/safety/CMAForum/Pages/cmainteractive.aspx">http://www.icao.int/safety/CMAForum/Pages/cmainteractive.aspx</a></p> <p>Le plan d'activités de la CMA est affiché deux fois par année sur l'ICAO-NET et sur le site web à accès restreint de l'USOAP.</p>	
<p>1.2 <b>Éléments indicatifs</b> : rédiger et publier une nouvelle édition du <i>Manuel d'audits de supervision de la sécurité</i> (Doc 9735) intégrant des orientations sur la CMA. Élaborer d'autres éléments indicatifs selon les besoins.</p>	<p>Le Doc 9735, réintitulé <i>Manuel de surveillance continue de l'USOAP</i>, a été publié ; il est disponible dans toutes les langues de l'OACI sur l'ICAO-NET et sur le site web à accès restreint de l'USOAP.</p> <p>D'autres éléments indicatifs sont élaborés et mis à disposition sur des sujets précis, selon les besoins, comme la série de tutoriels et de messages d'« Aide » du site à accès restreint de l'USOAP, disponible dans toutes les langues de l'Organisation (p. ex. un module de formation spécifique a été créé pour fournir des instructions détaillées sur l'élaboration et l'actualisation des plans d'action correctrice des États).</p>	<p>Le <i>Manuel de surveillance continue de l'USOAP</i> est le principal document de référence appuyant l'USOAP. Il contient des renseignements et des orientations sur la gestion et la conduite des activités du programme à l'aide des concepts et de la méthodologie CMA et énonce les processus et procédures normalisés destinées à faire en sorte que les activités CMA soient menées de façon systématique, cohérente et objective.</p>

Activité	Situation/Résultats	Observations
1.3 <b>Protocole d'accord</b> : élaborer un protocole d'accord générique qui régira les rapports entre l'OACI et les États membres en ce qui concerne les activités CMA. Obtenir l'approbation du Conseil et le communiquer aux États membres pour signature.	Le Conseil a approuvé un nouveau protocole d'accord générique (C-DEC 192/8) ; au 31 juillet 2013, 182 États avaient signé l'accord permettant les activités CMA (ou étaient sur le point de le faire).	
1.4 <b>Coordonnateurs nationaux de surveillance continue (NCCM)</b> : communiquer avec les États sur la nécessité de nommer un ou plusieurs NCCM qui agiront comme points focaux pour les activités CMA de l'OACI. Élaborer une formation assistée par ordinateur (FAO) pour que les NCCM se familiarisent avec les aspects pertinents de la CMA.	Au 31 juillet 2013, 116 États avaient désigné un ou plusieurs NCCM. Un accès au cadre en ligne de la CMA, y compris les tutoriels et la FAO gratuite, a été fourni à tous les NCCM désignés.	
1.5 <b>Cadre en ligne</b> : concevoir et créer un cadre interactif en ligne de la CMA ainsi qu'une base de données centralisée permettant de gérer	La conception de tous les outils nécessaires à l'exécution des activités CMA a été revue, et les outils ont été mis à disposition pour une utilisation interactive en « temps réel » dans le cadre en ligne de la CMA, grâce à un ensemble d'applications web intégrées : <a href="https://soa.icao.int/usoap">https://soa.icao.int/usoap</a> .	Outre les renseignements reçus directement des États, le cadre en ligne renferme de l'information provenant des bureaux régionaux

Activité	Situation/Résultats	Observations
<p>correctement les données collectées en continu au titre de l'USOAP.</p> <p>Cela comprend de revoir la conception des outils suivants nécessaires aux activités CMA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Questionnaire sur les activités d'aviation de l'État (SAAQ) ;</li> <li>• Listes de vérification de conformité (CC), au moyen du système de notification électronique des différences (EFOD) ;</li> <li>• Questionnaires du protocole CMA de l'USOAP ;</li> <li>• Plans d'action correctrice des États (PAC) ;</li> <li>• Demandes d'information obligatoires (MIR) ;</li> <li>• Listes de vérification de l'auto-évaluation.</li> </ul>	<p>Tous les États qui devaient faire l'objet d'activités CMA au cours de la période de transition et au-delà ont utilisé avec succès les applications web.</p>	<p>de l'OACI.</p>
<p>1.6 <b>Partage des renseignements issus des audits</b> : donner aux États membres accès à tous les renseignements</p>	<p>Le site web à accès restreint de l'USOAP a été transféré au cadre en ligne de la CMA de l'USOAP.</p> <p>Les résultats de l'ensemble des activités CMA sont conservés sur le site web à accès restreint et actualisés régulièrement en fonction des nouveaux renseignements mis à disposition. Le Système intégré d'analyse et de compte rendu des tendances de la</p>	<p>L'accès à des renseignements similaires a également été permis dans le cadre du cycle antérieur d'audits, exécuté au</p>

Activité		Situation/Résultats	Observations
	<p>ayant trait à la supervision de la sécurité produits dans le cadre de la CMA, au moyen d'un site web à accès restreint</p> <p>Continuer d'améliorer le site public de l'OACI qui permet au public de consulter certains renseignements ayant trait à la sécurité.</p>	<p>sécurité (iSTARS) a été élargi pour mettre des renseignements à la disposition des États membres de manière plus conviviale.</p> <p>Un survol des résultats d'audit de chaque État membre est également mis à la disposition du public au moyen du site web public de l'OACI. Des améliorations ont été apportées au système pour présenter l'information de manière plus conviviale : <a href="https://portal3.icao.int/ISTARS">https://portal3.icao.int/ISTARS</a>.</p>	<p>titre de l'approche systémique globale (CSA).</p>
<b>2. Système de gestion de la qualité (SGQ) de l'USOAP CMA</b>			
2.1	<p><b>Système de gestion de la qualité (SGQ) :</b> développer le SGQ et les processus et mécanismes connexes pour appuyer les activités CMA.</p>	<p>La Section CMO a élargi son SGQ (procédures, processus, outils et spécifications concernant le système qualité) pour englober la CMA. Elle a également établi un plan pour étendre le SGQ aux bureaux régionaux de l'OACI à l'appui des activités CMA.</p>	<p>Le SGQ de la Section CMO comprend des procédures, des processus et des mécanismes documentés et contrôlés pour suivre et améliorer l'USOAP et veiller à ce que les activités CMA soient exécutées conformément à des dispositions et des spécifications définies.</p>

Activité	Situation/Résultats	Observations
2.2 <b>Certification ISO 9001</b> : obtenir la certification ISO 9001 pour la portée élargie et la méthodologie de la CMA.	<p>La Section CMO a été recertifiée selon la norme ISO 9001 : 2008, concernant les systèmes de gestion de la qualité.</p> <p>La portée de la certification comprend la collecte, le traitement et le partage de renseignements sur la sécurité ; l'exécution d'activités de surveillance continue, la fourniture de formation et la tenue de séminaires pour améliorer la sécurité de l'aviation à l'échelle mondiale.</p>	<p>La Section CMO a obtenu la certification ISO 9001 en 2002. Le dernier audit visant la recertification a été exécuté en décembre 2012 par le National Quality Assurance, un organisme indépendant et non gouvernemental de certification.</p>
2.3 <b>Amélioration continue</b> : demander régulièrement l'avis et une rétro-information des États, des parties prenantes et des auditeurs sur les activités de la CMA.	<p>La Section rassemble des données des États sur leur satisfaction quant aux activités de l'USOAP. La rétro-information des États à ce jour sur les missions de validation coordonnées par l'OACI (ICVM) effectuées depuis 2011 indique un taux de satisfaction général de 94 %.</p> <p>Le mécanisme de collecte de la rétro-information sur les activités CMA a été amélioré et devrait produire des données plus ciblées et plus objectives qui permettront de mieux mesurer le degré de satisfaction des États.</p> <p>La Section CMO analyse également la rétro-information des parties prenantes internes, notamment des chefs d'équipe qui dirigent les activités de l'USOAP. La rétro-information des chefs d'équipe des ICVM sert à améliorer les processus et les outils de la CMA.</p>	<p>L'USOAP est résolu à maintenir et à améliorer la qualité et l'efficacité de l'ensemble des aspects de la CMA.</p>
<b>3. Activités de formation</b>		
3.1 <b>Formation à l'interne</b> : donner une formation à tous les fonctionnaires du siège et des bureaux régionaux de l'OACI qui agiront à titre d'auditeurs USOAP et/ou de spécialistes pour effectuer des missions de validation	<p>La plupart des fonctionnaires de l'ANB au siège et des fonctionnaires des bureaux régionaux ont reçu une formation sur la méthodologie CMA.</p> <p>Tous les bureaux régionaux ont envoyé au moins un expert régional au siège pour y suivre un programme de formation de deux mois à la Section CMO et recevoir aussi une formation en cours d'emploi sur l'exécution d'ICVM.</p>	<p>Les bureaux régionaux participent activement au processus de surveillance continue. Leur rôle et leurs responsabilités par rapport aux activités CMA sont énoncés dans les procédures qualité de l'USOAP.</p>

Activité		Situation/Résultats	Observations
	coordonnées par l'OACI (ICVM).		
3.2	<b>Stages de familiarisation pour les fonctionnaires nationaux :</b> élaborer et fournir une formation assistée par ordinateur (FAO) aux fonctionnaires nationaux afin qu'ils se familiarisent avec la méthodologie et les activités CMA.	<p>Tout le matériel didactique approprié de familiarisation sur ordinateur (FAO) a été élaboré et mis en ligne.</p> <p>Au 31 juillet 2013, 229 participants de 51 États et cinq organisations internationales avaient suivi la formation de familiarisation.</p>	La formation de familiarisation donne aux États l'occasion d'améliorer les compétences de leur personnel de sécurité de l'aviation, même si les membres de ce personnel ne sont pas nécessairement désignés comme auditeurs ou spécialistes CMA agréés.
3.3	<b>Formation d'auditeurs et d'experts détachés :</b> élaborer et donner une FAO pour préparer des experts de l'aviation qualifiés détachés par des États ou par des organisations internationales reconnues à exécuter des activités CMA, y compris des ICVM et des audits USOAP.	<p>Tout le matériel didactique approprié de formation assistée par ordinateur (FAO) destiné aux auditeurs et aux experts a été élaboré et mis en ligne.</p> <p>Au 31 juillet 2013, 198 participants de 29 États et cinq organisations internationales avaient suivi la formation d'auditeur USOAP et/ou d'expert pour les ICVM.</p>	Les États et les organisations internationales reconnues sont invités à désigner des experts pouvant être détachés à l'OACI pour de courtes ou de longues périodes afin d'appuyer la CMA, à titre d'auditeurs ou de spécialistes.
3.4	<b>Séminaires/ateliers régionaux :</b> élaborer du matériel didactique et donner des séminaires/ateliers régionaux pour aider les États à se préparer à la CMA.	<p>Quatorze séminaires/ateliers régionaux ont été prévus et tenus pendant la période de transition 2011-2012.</p> <p>Sept ateliers régionaux ont été prévus pour 2013 et donnés.</p>	Une liste des séminaires/ateliers tenus et prévus figure dans le Plan d'activités CMA, qui est mis en ligne deux fois par année sur l'ICAO-NET et sur le site à accès restreint de l'USOAP.

Activité	Situation/Résultats	Observations
<b>4. Activités CMA exécutées dans les États</b>		
<p>4.1 <b>Missions de validation coordonnées par l'OACI (ICVM) :</b> effectuer des ICVM dans certains États pour vérifier si les carences en matière de sécurité précédemment décelées ont été résolues de manière satisfaisante.</p> <p>Plus précisément, évaluer l'état des mesures correctrices mises en œuvre par les États membres concernés pour donner suite aux constatations et recommandations, notamment aux problèmes graves de sécurité (PGS) qui ont été notés.</p>	<p>Une méthodologie permettant d'identifier les États qui doivent faire l'objet d'une ICVM a été élaborée sur la base des résultats des audits antérieurs, du volume de trafic de l'État, de la date d'exécution de la dernière activité USOAP et d'une consultation avec les bureaux régionaux de l'OACI. Des ICVM sont également exécutées dans des États qui ont eu des problèmes graves de sécurité (PGS), lorsque l'OACI est informée que les problèmes ont été résolus.</p> <p>Trente-et-une ICVM ont été effectuées dans toutes les régions de l'OACI pendant la période de transition de 2011-2012.</p> <p>Trente ICVM ont été prévues pour 2013. Au 31 juillet 2013, 18 avaient été réalisées ; les autres le seront d'ici la fin de l'année.</p> <p>Dix-sept ICVM sont prévues pour 2014.</p>	<p>Le Plan d'activités CMA affiché sur l'ICAO-NET et sur le site web à accès restreint de l'USOAP énumère les ICVM déjà exécutées et prévues.</p> <p>Une ICVM est programmée pour un État après qu'un plan d'action correctrice acceptable a été soumis à l'OACI et qu'il a été démontré que des progrès raisonnables ont été accomplis.</p> <p>Les résultats des États ayant reçu une ICVM indiquent que la mise en œuvre des mesures correctrices proposées avance bien. Les États voient les ICVM comme une mission d'assistance leur permettant d'obtenir conseils et orientations sur les mesures correctrices. Les résultats précis des audits et des ICVM peuvent être consultés dans le cadre en ligne de la CMA.</p>
<p>4.2 <b>Audits exécutés selon l'approche systémique globale (CSA) :</b> effectuer</p>	<p>Au 31 juillet 2013, 183 audits CSA avaient été exécutés (y compris ceux du cycle d'audits USOAP antérieur à la transition à la CMA).</p>	<p>L'OACI continuera d'effectuer des audits CSA, en les adaptant au volume</p>

Activité	Situation/Résultats	Observations
<p>des audits CSA dans certains États pour déterminer leur capacité à superviser la sécurité, en évaluant la mise en œuvre effective de toutes les SARP et procédures concernant la sécurité ainsi que des éléments indicatifs et meilleures pratiques connexes en la matière.</p>	<p>Des audits n'ont pas été programmés dans les autres États en raison des restrictions de déplacements et de missions mises en place par les Nations Unies ; les missions seront effectuées lorsque les conditions le permettront.</p> <p>Douze audits CSA ont été prévus pour 2013. Au 31 juillet 2013, trois avaient été effectués; les autres le seront d'ici la fin de l'année.</p> <p>Onze audits CSA sont prévus pour 2014.</p>	<p>et à la complexité des activités aéronautiques des États.</p> <p>Les audits CSA peuvent être à grande échelle ou de portée restreinte. Les audits de portée restreinte sont utiles pour les États où les mécanismes de supervision de la sécurité sont moins avancés dans certains domaines techniques, ou lorsqu'un domaine technique précis a subi d'importantes modifications.</p>
<p><b>5. Accords conclus avec les partenaires</b></p>		
<p>5.1 Élaborer des ententes avec des organismes internationaux appropriés ou élargir les ententes déjà conclues pour promouvoir la coordination et la coopération en matière de partage de l'information sur la sécurité.</p>	<p>De nouvelles ententes pour le partage des renseignements sur la sécurité, et des amendements d'ententes existantes, sont en voie d'être conclues entre l'OACI et un certain nombre d'organismes internationaux. À ce jour, des ententes ont été conclues avec les organismes ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Commission européenne</li> <li>• Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA)</li> <li>• EUROCONTROL</li> <li>• Comité aéronautique inter-États de la Communauté d'États indépendants (CAI)</li> <li>• Association du transport aérien international (IATA)</li> <li>• Conseil international des aéroports (ACI)</li> <li>• Civil Air Navigation Services Organization (CANSO)</li> <li>• Flight Safety Foundation (FSF) des États-Unis</li> </ul>	<p>Grâce aux ententes élargies conclues avec des parties prenantes externes, les renseignements partagés peuvent servir à compléter et à valider les données que l'OACI possède déjà. Le partage de renseignements permet de réduire le fardeau que représente pour les États des audits et des inspections à répétition et les activités de surveillance faisant double emploi.</p>